

-

Distribution directe

Commission paritaire mixte du 9 février 2016

-
Sous la présidence de Madame Sonia Kaddour représentante du ministère, une nouvelle réunion s'est tenue le 9 février dernier avec l'ordre du jour suivant :

1. **NAO**
2. **Avenant portant révision de la convention collective de la distribution directe sur le temps de travail des distributeurs.**

✓ **NAO**

Le SDD après avoir étudié l'ensemble des propositions des organisations syndicales nous a fait une proposition minimaliste en ce qui concerne la grille des salaires, soit le SMIC pour le niveau 1, maintien de l'écart de 81€ pour le niveau 2 et maintien des écarts pour toutes les autres catégories.

Tout cela argumenté par une situation économique qui n'est pas très bonne, une situation difficile...

Cette proposition est inacceptable et nous avons rappelé que la prise de conscience des entreprises et l'augmentation du prix du 1000 aurait pu orienter les entreprises à procéder à une meilleure répartition des profits.

FORCE OUVRIERE a rappelé sa demande de révision de la Convention Collective qui légalement doit être abordée car il n'y a pas que les propositions patronales qui doivent être étudiées dans le cadre du paritarisme. Le fait que seule FORCE OUVRIERE ait déposé une demande de révision devrait faciliter les choses !

Cependant, dans le cadre des NAO il y avait d'autres propositions que la grille de salaires et notamment une augmentation de la prime d'ancienneté que l'on retrouvait dans toutes les propositions.

La NAO s'est donc terminée après une interruption de séance sur une proposition d'étude de la part du SDD sur le coût d'une telle mesure. Réponse à la prochaine paritaire !!

Une fois de plus la partie patronale nous sert la même réponse que les années précédentes. Mais cette année FORCE OUVRIERE ne se contentera pas d'une vague "recommandation patronale" à minima comme les années précédentes. Le débat est revenu sur l'application par ADREXO des 300.000 euros de la recommandation 2014.

✓ **Avenant portant révision de la convention collective de la distribution directe sur le temps de travail des distributeurs**

Le nouveau projet d'avenant nous a apporté une information majeure sur l'état d'esprit d'une des sociétés sur la mesure des « temps repères ». En effet, le présent avenant censé être mis en vigueur au 1^{er} janvier 2017 ne peut s'entendre qu'après la détermination des temps repères sur l'ensemble du réseau de chaque société. Or une nouvelle proposition indique qu'en cas de retard dans l'achèvement de ses travaux, la mise en place serait différée d'autant de temps qu'il faudrait pour obtenir la totalité des temps repères !

Pour FORCE OUVRIERE cela est totalement inacceptable et ce que l'on demande aux organisations syndicales c'est ni plus ni moins qu'un chèque en blanc ainsi qu'une hypothétique mise en place à une date non déterminée !!

La mauvaise foi n'ayant pas de limites, la direction d'Adrexo nous a expliqué que l'équité voudrait que l'on applique les nouveaux temps repères qu'une fois que l'ensemble des secteurs serait mesuré !

Nous avons aussi eu droit à une explication due à un problème technique informatique pour pouvoir mettre en œuvre une mesure d'application des nouveaux temps repère au fur et à mesure. La vérité est qu'Adrexo a décidé d'utiliser ses "GPS" uniquement pour mesurer les distances et nullement pour mesurer le temps de travail. Or, c'est la mesure du temps de travail qui importe en la matière!

Quel que soit le logiciel, FORCE OUVRIERE ne voit pas ce qui empêche de mettre un nombre d'heures et un salaire sur une fiche de paie.

Par contre, le débat sur la poignée de 500 gr est revenu dans le débat par la voix du nouveau directeur général d'Adrexo, Patrick Puy, qui en fait un casus belli dans le cadre de cette négociation, celui-ci ayant par ailleurs le toupet de reprendre une des propositions de FORCE OUVRIERE :

1 heure travaillée = 1 heure payée.

Cela voudrait dire que l'on devrait abandonner le léger avantage que nous avons obtenu en attaquant Adrexo devant le Tribunal de Grande Instance de Paris alors que les distributeurs ne sont toujours pas payés le temps qu'ils travaillent réellement sur le terrain et que la date où ils le seront nous paraît bien lointaine quand on écoute les dirigeants d'Adrexo.

Pour FORCE OUVRIERE aussi, la poignée de 500 gr est un "casus belli" que nous ne sommes pas prêts de remettre en cause et ce n'est pas la signature

d'un accord qui nous fera changer d'avis car déjà à l'époque, en 2013, la direction d'Adrexo avait signé pour une mesure rapide des temps repères de chaque secteur de distribution.

Notre revendication aujourd'hui est que les directions appliquent réellement le paiement réel des temps de distribution et pour cela, il n'y a pas besoin d'un accord signé, c'est dans ces conditions que nous commencerons à croire ce que l'on nous promet.

Enfin, nous avons proposé à Monsieur PUY de s'inscrire à L'émission de M6, **PATRON INCOGNITO, dans le rôle de distributeur afin qu'il prenne la pleine mesure du temps de travail !!!**

La séance est levée, la prochaine réunion est fixée au 1^{er} mars 2016.

Fait à Paris, le 10 février 2016

FO en 1^{ère} place chez ADREXO

Les élections professionnelles pour le renouvellement des institutions représentatives du personnel ont eu lieu le vendredi 5 février 2016.

FO renforce sa représentativité dans l'entreprise en passant de 22,02% à 27,25% soit un gain de 3,32%% par rapport au dernier scrutin. FO obtient la plus forte progression et devient la 1^{ère} organisation syndicale dans l'entreprise. La liste FO arrive également en tête dans le collège Maîtrise avec 42.75% des voix.

Nous remercions l'ensemble des salariés qui ont soutenu les différentes listes FO et les appelons à rester mobilisés pour le deuxième tour afin de confirmer leur choix aussi bien en Comité d'Entreprise qu'en Délégué du Personnel.

Le Syndicat National de Presse, d'Édition et de Publicité FORCE OUVRIERE tient à féliciter et à soutenir l'ensemble des candidats pour les excellents résultats obtenus qui permettent à FORCE OUVRIERE de devenir le premier syndicat dans la branche de la Distribution Directe.